



Compte rendu du Petit Déjeuner débat du Mardi 3 Avril 2012

Henri Lachmann

Président du Conseil de Surveillance de Schneider Electric

L'industrie et la formation professionnelle

Aucune économie ne peut se passer d'une industrie forte, qui contribue plus que tout autre secteur à la création de richesse, à l'innovation et aux exportations. Il est impossible de baser uniquement une économie sur les services, au risque de mettre en péril le système de prestations sociales et les finances publiques, dans des proportions bien plus fortes qu'aujourd'hui. En France, l'industrie représente en effet 85% des exportations et 85% de la R&D. Or en dix ans, l'industrie française s'est considérablement affaiblie et représente aujourd'hui moins de 15% de la part de PIB, contre 25% en Allemagne.

Les difficultés actuelles de l'industrie française s'expliquent par plusieurs raisons.

1) Un désamour de l'industrie

En France, l'industrie souffre incontestablement d'une image négative. Dans l'inconscient collectif, la production industrielle est encore largement associée à de vieux clichés : pénibilité des conditions de travail, insalubrité, nuisances sonores etc.

Les français ont ainsi toujours eu tendance à désertier l'industrie. Pour preuve, nos meilleurs ingénieurs sont toujours massivement attirés vers la finance internationale qui ne constitue pourtant pas leur vocation initiale, même si le phénomène est moins fort aujourd'hui à cause de la crise financière.

2) L'archaïsme du dialogue social et la rigidité du travail

Le dialogue social doit être un élément de compétitivité, or c'est tout l'inverse en France : les salariés sont trop peu syndiqués (en particulier dans la privé, moins de 5%) et des organisations syndicales dans leur ensemble (aussi bien de salariés que d'employeurs) fonctionnent comme des apparatchiks.

De plus, le système syndical français contribue à la rigidité du marché du travail. En effet, quand une entreprise est confrontée à des difficultés économiques, ce sont les effectifs qui jouent le rôle de variables d'ajustement. Au contraire, en Allemagne et dans bien d'autres pays, ce sont les coûts salariaux qui permettent à l'entreprise de s'adapter et de réagir. Le problème, en France, vient du refus systématique des organisations syndicales de faire évoluer ce schéma. Le CDI a été érigé en modèle absolu alors qu'il n'est évidemment pas un contrat à durée éternelle dans la pratique... A l'opposé, les stages, les CDD, les intérim, les contrats saisonniers ne sont que des réponses tactiques à des problèmes structurels. Ces réponses inadaptées participent à la rupture du lien social, en particulier pour les jeunes, et créent de véritables citoyens de seconde zone.

Il faut parvenir à changer notre culture et accepter des diminutions partielles du temps de travail et des salaires. Pour cela, il faut adapter et simplifier les contrats de travail. La suppression du CDD est souhaitable, mais ne peut se faire qu'à condition de rendre le CDI plus flexible. Or nous confondons trop souvent, et à tort, flexibilité et précarité.

L'archaïsme du dialogue social provient également du mode de financement des organisations syndicales, qui est beaucoup trop opaque. Les 35 milliards d'euros destinés à la formation professionnelle sont largement détournés au profit des syndicats (patronaux comme salariés) eux-mêmes. Il faudrait mettre en place un financement plus direct, en généralisant par exemple la vignette syndicale, prise en charge par l'entreprise et offerte à tous les salariés, ce qui permettrait une vraie représentativité et donc un système plus démocratique.

D'une manière générale, il faut remettre à plat la représentation syndicale, et en particulier patronale, par souci d'efficacité et par souci d'économies.

3) Un déficit de « collectif »

L'économie française est aussi pénalisée par le manque de synergie des acteurs. On multiplie les divisions entre le secteur public et le secteur privé, entre les écoles et les universités, entre Paris et la province etc. D'une manière générale, on ne sait pas suffisamment travailler ensemble. La quasi-totalité des entreprises du CAC 40 sont installées à Paris, ce qui coupe le lien avec le reste du pays. Ce monde extrêmement étanche nuit à la performance globale car les grandes entreprises sont les locomotives de l'économie.

D'autre part, le rapport de force déséquilibré entre certaines entreprises aux cours de relations commerciales provoquent souvent des abus (ex : le non respect systématique des délais de paiement) qui handicapent considérablement les plus petites entreprises.

4) L'échec total de la formation

Entre 150 000 et 180 000 jeunes sortent chaque année du système éducatif sans qualifications ni diplômes. C'est un bilan dramatique pour la France, qui n'est pas suffisamment dénoncé. Notre natalité, qui est une des toutes meilleures en Europe, n'est pas valorisée à cause de la défaillance du système de formation. La formation dite « classique » n'est probablement plus adaptée à la diversité de la société française car c'est un modèle monolithique. Il faut envisager d'autres modes de formation, plus efficaces. Le taux de chômage global des jeunes montre que nous sommes en échec sur ce plan là puisqu'il s'établit autour de 24%, et atteint un niveau encore plus important pour les

jeunes non qualifiés et dans certains quartiers. En Allemagne, où le taux de chômage des jeunes est nettement moindre, 1 600 000 d'entre eux sont en apprentissage, contre seulement 400 000 en France, et plus de 50% des allemands sont formés en alternance.

Il y a plusieurs points sur lequel nous devons évoluer :

- **Changer les mentalités.** En France, les filières d'apprentissage et les filières d'alternance restent les filières de l'échec, celles que des jeunes empruntent car ils n'ont pas accès à la voie classique. Il faut comprendre que l'alternance et l'apprentissage sont des modes de formation alternatifs et non des modes de formation par défaut. C'est un travail pédagogique qu'il faut mener aussi bien des jeunes que des entreprises.
- **Faire comprendre que l'apprentissage n'est pas de la pré-embauche.** Il n'y a aucune contrainte pour les entreprises. Sinon, les entreprises qui n'ont pas besoin de recruter resteront à la marge de ce système, qui reste vertueux même si il n'y a pas d'embauche à la clé.
- **Réformer le système de financement. D'une part en revoyant l'utilisation de la taxe d'apprentissage** dont presque la moitié (c'est-à-dire 1 milliard d'euros) est détournée. D'autre part en allouant une partie du budget de la formation professionnelle à l'alternance et à l'apprentissage.
- **Revoir le système d'orientation dès l'adolescence.** Il y a un travail d'information très important à faire, qui nécessite notamment un rapprochement entre les entreprises et les collèges/lycées.
- **Associer l'apprentissage au secteur public**

C'est une réforme de grande ampleur qu'il faut mener d'urgence, d'autant que les retombées seront très importantes à long terme. Nous ne pourrons être compétitif qu'à condition d'avoir une main d'œuvre qualifiée. L'Allemagne l'a mis en place avant nous, puisque les entreprises ont compris qu'elles avaient une responsabilité de formation vis-à-vis des jeunes dont elles auront besoin pour être compétitives.

5) L'illusion de la compétitivité par coûts

Dans l'économie mondialisée actuelle, la compétitivité de la France ne peut plus être une compétitivité de coûts. Ce n'est pas en réduisant de quelques points le prix de la main d'œuvre que nous réussirons à inverser la tendance car nous avons des écarts de coût du travail bien trop conséquent avec des pays comme la Chine. Nous devons désormais tendre vers une compétitivité hors-coûts, à travers la R&D, nos marques, la qualification de nos actifs, une plus grande technologie, le haut de gamme etc. Cette compétitivité commence par la qualification de la main d'œuvre.

Il y a assurément trop de charges qui pèsent sur les entreprises, mais là n'est pas le seul combat qu'il faut mener. A ce titre, le problème des charges en France vient en priorité du niveau de nos dépenses publiques qui représentent 56% du PIB, soit dix points de plus qu'en l'Allemagne... Le système de sécurité sociale et le fonctionnement de l'Etat doivent absolument être plus efficaces.

6) La financiarisation de l'économie française

C'est un phénomène général mais qui s'est particulièrement manifesté en France. Le problème vient en premier lieu du décalage entre le temps de la finance (court terme) et le temps de l'industrie (long terme). La financiarisation des entreprises rend prioritaire la création de la richesse en faveur des actionnaires, au détriment de leur rôle vis à vis des collaborateurs, des clients, des salariés et du territoire dans lequel elle est implantée. En plus d'induire une nouvelle cupidité, la financiarisation de l'économie est contraire à la logique industrielle car elle enrayer l'innovation, dont la rentabilité à court terme est nulle.

7) La grande faiblesse des PME françaises

Notre industrie souffre de la faiblesse des PME et des ETI, qui subissent plus que les grands groupes la rigidité du marché du travail. Les seuils de développement (entre 9 et 10 puis 49 et 50 salariés) constituent par exemple des entraves trop fortes au développement des entreprises. Les grandes entreprises ignorent trop les PME : il faut réapprendre à chasser en meute, à travailler ensemble. Même si la création d'un Small Business Act est impossible dans le cadre de l'Union Européenne, faut parvenir à créer un écosystème vertueux pour les entreprises, à l'échelle du territoire, puis à l'échelle du pays. Or la géographie des grands groupes est surtout internationale aujourd'hui.

De plus, la France n'a pas une culture entrepreneuriale suffisante. De nombreux chefs d'entreprises préfèrent par exemple vendre leur entreprise quelques années après l'avoir créée pour en tirer un profit important plutôt que de la développer puis la transmettre à leurs enfants.

8) La faiblesse de la R&D

En moyenne 1,5% du chiffre d'affaire des entreprises sont réinvestis dans la R&D. C'est un niveau inférieur à l'Allemagne, et encore plus aux USA. Il faut que la R&D soit organisée entre les entreprises, dans l'intérêt général, et que la concurrence ne se situe que sur le terrain de l'exploitation.

En matière de R&D, des efforts très positifs ont été fait alors la mise en place de deux outils qu'il faudra conserver à tout prix : les investissements d'avenir et le crédit d'impôt recherche. Ils permettent pour la première fois de mettre intelligemment des ressources à disposition de l'avenir, et non du fonctionnement ou du remboursement des dettes.

Il faut continuer à favoriser la R&D car, encore une fois, on ne triomphera pas d'une compétitivité des couts. Ce n'est pas en allégeant les charges de 3% et en abaissant le cout du travail de 2% qu'on améliorera significativement la compétitivité française. Il faut au contraire miser sur l'innovation, les produits, les marques. Malheureusement, l'horizon de temps des politiques et des organisations syndicales n'est souvent pas le même que celui de l'industrie.

Il y a enfin un grand déficit de collectif dans le secteur de la R&D. Nous ne travaillons pas suffisamment ensemble entre les entreprises, les universités, le CNRS etc.

Conclusion : quel rôle pour l'Etat ?

La réindustrialisation de la France doit être encouragée par les pouvoirs publics qui disposent 5 leviers d'actions prioritaires :

- Revaloriser et développer la formation professionnelle
- Dérigidifier le dialogue social
- Favoriser la R&D
- Continuer à investir sur l'avenir
- Faire en sorte que la politique industrielle de l'Europe ne soit pas exclusivement orientée vers le respect des règles de concurrence. Le Commissariat à la Concurrence de l'Europe a finalement un pouvoir d'anéantissement, très nuisible à l'industrie.